



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Lutte contre l'exclusion

Question au Gouvernement n° 1834

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Muguette Jacquaint.

Mme Muguette Jacquaint. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La pauvreté et l'exclusion atteignent l'insupportable. Les jeunes sont de plus en plus frappés. La malnutrition est une réalité pour un nombre croissant d'enfants. Ce n'est plus une exception de voir des jeunes diplômés au RMI. Serait-ce un malheur d'avoir vingt ans aujourd'hui ? (Protestations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

La journée contre la misère du 17 octobre ne peut se limiter à quelques vaines paroles. Elle doit être un acte de conscience important pour que des mesures concrètes soient prises d'urgence.

Que fait le Gouvernement ? Il envisage de réduire le coût du RMI pour en faire supporter une partie par les familles. Alors que le patrimoine des 91 familles les plus riches de France représente 350 milliards - voilà ce qui devient insupportable ! -, on parle de réduire l'impôt sur la fortune qui, en 1988, correspondait aux dépenses du RMI et qui, aujourd'hui, n'en couvre que le tiers ! C'est un scandale ! (Exclamations et rires sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Ça vous fait mal d'entendre que 90 familles se partagent dans ce pays 350 milliards, alors que les autres vont aller agir contre la pauvreté. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Daniel Colliard. C'est de leur faute !

Mme Muguette Jacquaint. Oui, il est possible de lutter contre la misère. Pour que la lutte contre l'exclusion ne soit pas un vain mot, le Gouvernement est-il prêt à stopper toutes les suppressions d'emplois ? Est-il prêt à donner les moyens indispensables au logement social des familles ? Est-il prêt à revaloriser les salaires, les pensions, les prestations RMI et les indemnités de chômage les plus basses ?

Pour lutter contre l'exclusion, le Gouvernement est-il prêt à ramener la TVA au taux zéro sur les produits de première nécessité ? (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

À l'inverse, est-il prêt à quadrupler l'impôt sur les grandes fortunes ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Madame Jacquaint, la lutte contre la misère nous concerne tous et mérite mieux que des joutes purement politiques. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Mme Muguette Jacquaint. Elle mérite des actes, monsieur le ministre !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. D'abord, madame Jacquaint, je vous répondrai par des chiffres ! Le budget social dont nous débattons dans quelques jours est en progression constante : de 5,7 p. 100 en 1996 et de 8,3 p. 100 en 1997.

Le secteur social et medico-social regroupe, à lui seul, 77 milliards de subventions publiques.

Cette année, il y aura 1 000 places supplémentaires de CHRS pour un budget qui maintenant atteint 2,4 milliards à ce titre.

En outre, avec 100 millions supplémentaires, les crédits pour l'accueil d'urgence des personnes sans abri atteignent près de 600 millions.

L'insertion des jeunes en difficulté fera l'objet d'un crédit de 200 millions supplémentaires l'année prochaine.

M. Louis Pierna. Une misère !

Mme Muguette Jacquaint. Combien de chômeurs en plus ?

M. le président. Madame Jacquaint !

M. Christian Bataille. Elle a raison !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Madame Jacquaint, j'ai écouté votre question. Je voudrais que tous ceux qui nous écoutent aujourd'hui et qui souffrent de la situation dans laquelle ils se trouvent puissent entendre autre chose de notre part.

Mme Muguette Jacquaint. Tout le monde ne souffre pas !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Conformément aux vœux du Président de la République, nous avons préparé un avant-projet de loi pour la cohésion sociale, qui est en discussion devant le Conseil économique et social. Je suis convaincu que nous aurons la, les uns et les autres, une occasion unique de faire œuvre d'initiative généreuse.

Je vous rappelle: 300 000 contrats d'initiative locale, 100 000 logements pour les personnes en difficulté. C'est une perspective que nous aurons l'occasion d'examiner ensemble et d'enrichir car je suis sûr que le Parlement, plutôt que de limiter ce grand débat à des joutes politiciennes, aura à cœur d'apporter quelque chose à ceux qui attendent de tous les hommes politiques quels qu'ils soient qu'ils agissent. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

Mme Muguette Jacquaint. C'est devant la représentation nationale que doit se faire le débat !

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à Mme Muguette Jacquaint.

Mme Muguette Jacquaint. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

La pauvreté et l'exclusion atteignent l'insupportable. Les jeunes sont de plus en plus frappés. La malnutrition est une réalité pour un nombre croissant d'enfants. Ce n'est plus une exception de voir des jeunes diplômés au RMI. Serait-ce un malheur d'avoir vingt ans aujourd'hui ? (Protestations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

La journée contre la misère du 17 octobre ne peut se limiter à quelques vaines paroles. Elle doit être un acte de conscience important pour que des mesures concrètes soient prises d'urgence.

Que fait le Gouvernement ? Il envisage de réduire le coût du RMI pour en faire supporter une partie par les familles. Alors que le patrimoine des 91 familles les plus riches de France représente 350 milliards - voilà ce qui devient insupportable ! -, on parle de réduire l'impôt sur la fortune qui, en 1988, correspondait aux dépenses du RMI et qui, aujourd'hui, n'en couvre que le tiers ! C'est un scandale ! (Exclamations et rires sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Ça vous fait mal d'entendre que 90 familles se partagent dans ce pays 350 milliards, alors que les autres vont aller agir contre la pauvreté. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. Daniel Colliard. C'est de leur faute !

Mme Muguette Jacquaint. Oui, il est possible de lutter contre la misère. Pour que la lutte contre l'exclusion ne soit pas un vain mot, le Gouvernement est-il prêt à stopper toutes les suppressions d'emplois ? Est-il prêt à donner les moyens indispensables au logement social des familles ? Est-il prêt à revaloriser les salaires, les pensions, les prestations RMI et les indemnités de chômage les plus basses ?

Pour lutter contre l'exclusion, le Gouvernement est-il prêt à ramener la TVA au taux zéro sur les produits de première nécessité ? (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

À l'inverse, est-il prêt à quadrupler l'impôt sur les grandes fortunes ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Madame Jacquaint, la lutte contre la misere nous concerne tous et merite mieux que des joutes purement politiques. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Mme Muguette Jacquaint. Elle merite des actes, monsieur le ministre !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. D'abord, madame Jacquaint, je vous repondrai par des chiffres ! Le budget social dont nous debattons dans quelques jours est en progression constante: de 5,7 p. 100 en 1996 et de 8,3 p. 100 en 1997.

Le secteur social et medico-social regroupe, a lui seul, 77 milliards de subventions publiques.

Cette annee, il y aura 1 000 places supplementaires de CHRS pour un budget qui maintenant atteint 2,4 milliards a ce titre.

En outre, avec 100 millions supplementaires, les credits pour l'accueil d'urgence des personnes sans abri atteignent pres de 600 millions.

L'insertion des jeunes en difficulte fera l'objet d'un credit de 200 millions supplementaires l'annee prochaine.

M. Louis Pierna. Une misere !

Mme Muguette Jacquaint. Combien de chomeurs en plus ?

M. le president. Madame Jacquaint !

M. Christian Bataille. Elle a raison !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Madame Jacquaint, j'ai ecoute votre question. Je voudrais que tous ceux qui nous ecoutent aujourd'hui et qui souffrent de la situation dans laquelle ils se trouvent puissent entendre autre chose de notre part.

Mme Muguette Jacquaint. Tout le monde ne souffre pas !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Conformement aux voeux du President de la Republique, nous avons prepare un avant-projet de loi pour la cohesion sociale, qui est en discussion devant le Conseil economique et social. Je suis convaincu que nous aurons la, les uns et les autres, une occasion unique de faire oeuvre d'initiative genereuse.

Je vous rappelle: 300 000 contrats d'initiative locale, 100 000 logements pour les personnes en difficulte. C'est une perspective que nous aurons l'occasion d'examiner ensemble et d'enrichir car je suis sur que le Parlement, plutot que de limiter ce grand debat a des joutes politiques, aura a coeur d'apporter quelque chose a ceux qui attendent de tous les hommes politiques quels qu'ils soient qu'ils agissent. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Mme Muguette Jacquaint. C'est devant la representation nationale que doit se faire le debat !

Données clés

Auteur : [Mme Jacquaint Muguette](#)

Circonscription : - COM

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1834

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : travail et affaires sociales

Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 octobre 1996, page 5346

Réponse publiée le : 16 octobre 1996, page 5346

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 octobre 1996